Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames messieurs les membres du CSA départemental,

En premier lieu, nous tenons à exprimer tout notre soutien aux camarades élus qui ont été agressés à l'issue du CSA du vendredi 26 janvier. Cette agression inacceptable à l'encontre de représentants du personnel dans l'exercice de leur mandat doit faire l'objet d'une protection fonctionnelle et de la reconnaissance d'accident de service.

En ce début d'année, lors de son allocution télévisée le Président Macron a reconnu ne pas avoir « radicalement changé les choses » contre le « *déterminisme social* » et sans ciller a donc nommé madame Oudéa-Castera ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse, des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques, elle même bénéficiaire d'un fort Capital de classe et des relations afférentes.

Elle a inauguré ses fonctions par un faux départ, en indiquant avoir fui le paquet d'heures non remplacées des établissements publics, comment lui donner tort ? Même si par la suite, nous avons appris que ce n'était pas son cas.

Puis elle tente de se rattraper en évoquant la solution miracle que seraient les formations hors temps scolaire.

Mais la réalité fait tituber cette annonce, il y a moins d'arrêts maladie chez les enseignants que dans le privé. Ce qu'il manque ce sont des postes et non pas des formations pour apprendre à faire sans AESH ou encore comment faire remonter artificiellement un item des évaluations nationales.

Rappelons en effet que :

- **lors du premier quinquennat Macron, le Ministre Blanquer a supprimé 7900 postes d'enseignants dans les lycées et collèges ;**
- **Le Ministre Ndiaye a supprimé 2000 postes d'enseignants à la rentrée 2023 ;**
- **Le Ministre Attal a programmé la suppression de 650 postes d'enseignants dans les écoles publiques pour la rentrée 2024.**

Pour que les absences des enseignants soient « sérieusement remplacées » au sein de l'École publique, la ministre Oudéa-Castéra entend-elle revenir sur ces suppressions de postes et créer les postes nécessaires ? Ou au contraire entend-elle prolonger la politique de destruction de l'École publique mise en œuvre par ses prédécesseurs ?

Et parmi les postes qui manquent aujourd'hui, comment ne pas citer les milliers d'enseignants spécialisés qu'il faudrait nommer, les 23 000 places qui font défaut dans les établissements sociaux et médico-sociaux de l'aveu même de l'ex-ministre Attal ?

Oui, l'École publique est aujourd'hui menacée, par les suppressions de postes, par l'avalanche de mesures inacceptables qu'elle subit depuis des années, par le sort réservé aux élèves en situation de handicap ou en grande difficulté... autant de mesures qui rendent insupportables les conditions de travail des personnels !

Les conditions d'instruction des élèves en situation de handicap sont dramatiques. Vous en savez la raison : des centaines d'entre eux sont scolarisés par défaut en classe banale, faute de place dans une structure spécialisée adaptée, au mépris des notifications de la MDPH.

Cela conforte notre revendication d'abandon de l'acte II de l'inclusion scolaire, Nous ne voulons pas de la mise en place des PAS qui n'ont pour le moment aucune existence légale, puisque l'article 53 de la loi de finances censé les créer, a été censuré le 28 décembre par le Conseil constitutionnel. Nous ne voulons pas de la fusion des AESH et des AED, ou encore de la disparition/dissolution des établissements médicaux sociaux qui ne visent qu'à faire des économies sur le dos des élèves en situation de handicap.

Pour les RASED, là encore, aucune création de poste n'est prévue. Les temps d'intervention des maîtres E ou G dans les écoles se réduisent d'année en année alors que le nombre d'élèves en difficultés ne cesse d'augmenter.

Enfin, la dotation supplémentaire de 40 ETP est une goutte d'eau dans la mare des besoins. Les mesures de ce CSA restent ancrées dans une politique de restriction budgétaire, bien loin d'une véritable lutte contre le déterminisme social, honneur de l'École Républicaine.

Le SNUDI-FO 93 était de nouveau en grève ce jeudi 1er février pour :

- l'augmentation immédiate des salaires par l'augmentation significative du point d'indice (au moins 10% tout de suite et le rattrapage des 27,5% perdus depuis 2000) et l'abandon du PACTE ;
- un plan d'urgence pour notre département pour réussir la lutte contre les inégalités scolaires et garantir une scolarisation des élèves en situation de handicap respectueuse des notifications et de leurs besoins, notamment le recrutement immédiat de plusieurs centaines d'enseignants supplémentaires afin d'alléger les effectifs dans toutes les classes, assurer tous les remplacements, ainsi que la création massive de postes d'enseignants spécialisés pour les RASED, ULIS, IME... de psychologues scolaires, d'infirmières, de médecins, d'assistantes sociales, ...
- le respect des heures d'accompagnement notifiées ;
- l'abandon des PIAL et du projet ministériel de création des PAS ;
- le recrutement d'AESH sous statut de fonctionnaire avec un vrai salaire équivalent à un temps plein ;
- l'abandon du projet de fusion des AESH et des AED ; ;
- le respect des taux d'encadrement en ULIS (12 élèves maximum), l'ouverture d'autant de dispositifs que nécessaire ;
- l'augmentation du nombre de places dans les établissements spécialisés à la hauteur des besoins .

Monsieur le Directeur académique, mesdames et messieurs membres du CSA départemental, merci de votre attention.